



Déclaration de la FSU, du SNUDI-FO et de la FCPE au CDEN réuni le 03 avril 2026

Monsieur le Préfet, Monsieur le DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Nous, représentants des personnels de l'éducation nationale et parents d'élèves, (*il faudra peut-être ajouter des élus*) tenons à rappeler que l'école publique doit garantir l'égalité des chances sur l'ensemble du territoire.

Dans notre département rural et socialement fragile, supprimer des moyens relève soit d'une profonde méconnaissance du terrain, soit d'un sens très particulier de l'égalité républicaine. Cette dernière ne se décrète pas dans les discours : elle se construit avec des postes, des classes et des enseignants. L'École publique ne peut plus être une variable d'ajustement budgétaire. Quand on retire des postes, on surcharge des classes, on creuse un peu plus les inégalités territoriales. On fait l'inverse de ce qu'on prétend défendre. Ce n'est alors pas une décision technique : c'est un choix politique.

Derrière les chiffres et cette logique économique que l'on nous inflige, c'est une réalité humaine alarmante qui s'affirme : ce sont des élèves qui perdent en qualité d'apprentissage, des équipes qui s'épuisent et des territoires ruraux déjà fragilisés qui se sentent abandonnés.

Ces mesures de carte scolaire sont injustes : elles se sont passées sans ce pseudo dialogue social dont les autorités ne cessent de se vanter. Elles ont été décidées sans les élus municipaux... quand on sait que certains ont appris ces décisions la veille, le jour même, voire le lendemain, par média interposé... Elles se sont faites sans les familles, sans avertir les écoles. Ces mesures de carte scolaire montrent également aux élèves la considération qui leur est faite alors qu'ils doivent, comme leur famille, s'adapter encore et toujours à ce système.

Cynisme et mépris : voilà ce que l'Institution nous oppose désormais de manière insupportable et récurrente.

L'ampleur des mobilisations dans les communes, les établissements, devant la DSDEN à plusieurs reprises, au niveau des inspections de l'Éducation nationale, aujourd'hui devant la préfecture, les grèves, les pétitions, les courriers, les articles de journaux, les reportages à la radio témoignent de l'attachement des personnels, des citoyennes et des citoyens à l'École publique, n'en déplaise à un président qui ne la connaît ni ne la respecte et qui n'envisage pour les enfants de la République que du mépris, de la misère et du sang.

L'école publique n'est pas une ligne budgétaire à effacer : c'est un droit pour tous les élèves et un service public qui doit exister partout.

L'éducation doit être un investissement pour l'avenir, plus une variable d'ajustement. Nous appelons donc à des choix politiques responsables, humains, respectueux des besoins des élèves, des conditions de travail des enseignants et des réalités des territoires.

Défendre une école publique de qualité, de proximité et accessible à toutes et tous doit être la priorité dans l'Éducation nationale, de chaque personne impliquée.

Nous en appelons à vous, mesdames et messieurs les membres du CDEN pour que vous portiez au plus haut niveau cette nécessité.

Si vous aussi vous vous alarmez de cette casse décomplexée de l'École publique, si vous aussi vous êtes conscients de ces conditions inacceptables qui provoquent la colère et la résistance de celles et ceux qui "font" l'École et qui s'épuisent à la maintenir debout malgré toutes les attaques iniques qu'elle subit, si vous aussi vous ne souhaitez pas collaborer à ce projet de destruction, ***alors ne siégez pas aujourd'hui à cette instance, pour montrer votre attachement au service public d'Éducation.***